

leur démolition vandalesque, la perte de tant de merveilles artistiques ombrent sinistrement les vains espoirs de 1790, mais ces procédés sauvages furent surtout la conséquence des violences jacobines n'épargnant aucun autel, aucun art, aucune supériorité. La laïcisation de l'Italie unifiée fut froidement sectaire, le nombre exagéré des couvents d'hommes imposait une réforme sagement dirigée, en sauvegardant les abbayes dont les souvenirs, les richesses d'art appartiennent à l'histoire de l'univers intellectuel. Victor-Emmanuel II, beaucoup plus autocrate qu'on ne le croit généralement et dont la volonté pliait à son bon plaisir les fictions constitutionnelles, ne se sentit jamais assez solide sur ses nombreux trônes usurpés pour modérer, arrêter, diriger les exigences maçonniques. Sous son fils la royauté redevenue hautaine et moins populaire s'est effacée de plus en plus, et les derniers anciens couvents ont été fermés : M. Taine dans son admirable *Voyage en Italie* approuvait cette rage pourtant peu libérale contre les asiles de paix, de travail, de repos : c'était en 1864, à l'époque des illusions philosophiques sur l'Italie une et la Prusse en chemin de le devenir. Actuellement, M. Bourget, dans ses calmes *Sensations d'Italie* déplore, en penseur et en artiste, cette suppression générale, inintelligente, remplaçant les religieux par des enfants, des vieillards ou de simples employés tourmenteurs du visiteur, dans ces vieux cloîtres où les premiers se suffisaient, où tous les autres sont très mal installés. Les biens religieux dévorés depuis longtemps, le gouvernement italien utilise le peu qu'il en a gardé en revendant aux moines leurs propres monastères jadis à eux confisqués ; l'opération est assez jolie pour être citée en passant : elle peut du reste être plusieurs fois recommandée.